

« SOUS NOS YEUX » (9/25)

La France manipulée

par Thierry Meyssan

Nous poursuivons la publication du livre de Thierry Meyssan, *Sous nos yeux*. Dans cet épisode, l'auteur montre que la France post-coloniale a été recrutée par le Royaume-Uni et les États-Unis pour se joindre aux guerres contre la Libye et la Syrie, sans que ces deux puissances l'informent sur leur projet de « printemps arabe ». Accaparés par les détournements de fonds auxquels ils se livraient, les dirigeants français n'ont rien vu venir. Lorsqu'ils ont réalisé être tenus à l'écart de la planification, leur réaction a été purement communicationnelle : ils ont tenté d'apparaître comme les amiraux de l'opération, sans se préoccuper des conséquences des agissements de leurs partenaires.

RÉSEAU VOLTAIRE | DAMAS (SYRIE) | 6 DÉCEMBRE 2019

Cet article est extrait du livre *Sous nos yeux*.
Voir la [Table des matières](#).



Le Royaume-Uni a manipulé la France en l'entraînant dans ses aventures au Moyen-Orient élargi sans lui révéler l'opération qu'elle y préparait avec les États-Unis depuis 2005.

18— La préparation des invasions de la Libye et de la Syrie

Avant même sa confirmation par le Sénat, la future secrétaire d'État Hillary Clinton contacte Londres et Paris pour mener une double opération militaire au « Moyen-Orient élargi ». Après le fiasco irakien, Washington considère comme impossible d'utiliser ses propres troupes pour ce genre d'aventure. D'un point de vue états-unien, le moment est venu de remodeler la région, c'est-à-dire de redessiner les États dont les frontières avaient été fixées en 1916 par les empires anglais, français et russe (la « Triple entente ») et d'imposer des lignes favorables aux intérêts US. Cet accord est connu sous le nom des délégués britannique et français Sykes et Picot (le nom de l'ambassadeur Sazonov a été oublié du fait de la révolution russe). Mais comment convaincre Londres et Paris de ruiner leur héritage, sinon en leur promettant de les laisser recoloniser la région ? D'où la théorie du « leadership par l'arrière ». Cette stratégie est confirmée par l'ancien ministre mitterrandien des Affaires étrangères, Roland Dumas, qui attestera à la télévision avoir été contacté par des Britanniques et des États-Uniens, en 2009, pour savoir si l'opposition française soutiendrait un nouveau projet colonial.



À l'instigation des États-Unis, la France et le Royaume-Uni signent les accords de Lancaster House. Une clause secrète prévoit de conquérir la Libye et la Syrie. L'opinion publique ignore cependant l'accord entre Londres et Washington sur les futurs « printemps arabes ».

En novembre 2010, c'est-à-dire avant le début du prétendu « Printemps arabe », David Cameron et Nicolas Sarkozy signent à Londres les Traités de Lancaster House [1]. Il s'agit officiellement de mettre en commun des éléments de Défense, y compris nucléaires, de manière à réaliser des économies d'échelle. Bien que ce soit une idée stupide au regard de la

différence d'intérêts des deux pays, l'opinion publique ne comprend pas ce qui se trame. L'un des Traités unit les « forces de projection » (comprendre les forces coloniales) des deux nations.



**Opération « Southern Mistral » :
l'étrange logo du Commandement des
opérations aériennes. Le rétiaire ne
protège pas l'oiseau de la liberté, mais le
fait prisonnier dans son filet.**

Une annexe de ces Traités indique que la Force expéditionnaire franco-britannique réalisera les plus importantes manœuvres militaires conjointes de l'histoire des deux pays du 15 au 25 mars 2011, sous le nom de « *Southern Mistral* ». Le site Internet de la Défense précise que le scénario du jeu de guerre sera un bombardement à très grande distance pour venir en aide aux populations menacées par « deux dictateurs de la Méditerranée ».

C'est précisément le 21 mars que l'US AfriCom et l'US CentCom – les commandements régionaux des Forces états-uniennes – ont choisi comme date pour que la France et le Royaume-Uni attaquent à la fois la Libye et la Syrie [2]. Cela tombe bien, les Forces franco-britanniques sont prêtes. Comme les choses ne se passent jamais comme prévu, la guerre contre la Syrie est remise à un peu plus tard, et Nicolas Sarkozy qui veut frapper en premier ordonne à son armée d'attaquer seule la Libye dès le 19 mars, lors de l'opération « Harmattan » (traduction française de *Southern Mistral*).

La France croit disposer d'un atout maître : le chef du protocole libyen, Nouri Massoud El-Mesmari, a fait défection et a demandé asile à Paris. Sarkozy est persuadé que l'homme était le confident du colonel Kadhafi et peut l'aider à identifier ceux qui sont prêts à le trahir. Malheureusement, ce beau parleur tenait l'agenda du Guide, mais n'assistait pas aux réunions [3].

Quelques jours après la signature des Traités de Lancaster House, une



L'ex compagnon de Kadhafi, Nouri Massoud El-Mesmari, a fait défection le 21 octobre 2010. Il s'est placé sous protection des services secrets français prétendant connaître les secrets du Guide.

délégation commerciale française se rend à la Foire de Benghazi avec des fonctionnaires du ministère de l'Agriculture, des dirigeants de France Export Céréales et de France Agrimer, des managers de Soufflet, de Louis Dreyfus, de Glencore, de Cani Céréales, de Cargill et de Conagra. Sur place, les agents de la DGSE qui les accompagnent rencontrent secrètement des militaires pour préparer un coup d'État.

Prévenu par les États-Unis, Tripoli arrête les traîtres, le 22 janvier 2011. Les Libyens s'imaginent protégés par leur nouvelle alliance avec Washington, alors qu'il se prépare à leur apporter la mort. Les Français, quant à eux, doivent retourner dans l'ombre du Grand frère US.

Pendant que les Français s'occupent de préparer l'invasion de la Libye, les États-Uniens lancent leur opération avec les Britanniques. Elle est beaucoup plus vaste que ce qu'ils en ont dit à leur agent Sarkozy. Il ne s'agit pas simplement de renverser Mouammar el-Kadhafi et Bachar el-Assad, comme ils le lui ont fait croire, mais tous les gouvernements laïcs et de les remplacer par les Frères musulmans. Ils commencent donc avec les États amis (Tunisie et Égypte), laissant les Britanniques et les Français s'occuper des ennemis (Libye et Syrie).

Le premier coup part en Tunisie. En réponse à la tentative de suicide d'un marchand de rue, Mohamed el-Bouzazi, le 17 décembre 2010, des manifestations se succèdent contre les abus de la police, puis contre le gouvernement. La France qui croit à leur spontanéité se propose pour équiper la police tunisienne en matériel anti-émeute.



Nicolas Sarkozy et Michèle Alliot-Marie, ignorant le projet anglo-saxon des « printemps arabes », négocient avec la famille du président Ben Ali la vente d'un avion officiel qu'ils ont détourné, pendant que la « révolution de jasmin » débute en Tunisie.

Nicolas Sarkozy et sa ministre des Affaires étrangères, Michèle Alliot-Marie, ont toute confiance en Ben Ali avec qui ils font des « affaires » personnelles. Après s'être fait construire et équiper un Airbus A330 comme super avion présidentiel, ils ont revendu les deux anciens aéronefs destinés aux voyages officiels. L'un des A319 CJ a été discrètement retiré des inventaires et cédé à la société tunisienne Karthago Airlines, propriété d'Aziz Miled et de Belhassen Trabelsi (frère de Mme Ben Ali) [4]. Nul ne sait quel est l'heureux bénéficiaire de cette transaction. Après la fuite du Président Ben Ali, l'avion sera récupéré et vendu à une société de jeux à Singapour, puis à la Turquie.

Tout occupés à protéger leur receleur, Nicolas Sarkozy et Michèle Alliot-Marie tombent des nues lorsque le Président Ben Ali demande à atterrir à Paris et à s'y réfugier. L'Élysée a juste le temps d'annuler l'envoi d'un avion-cargo transportant le matériel de maintien de l'ordre promis qui patiente sur le tarmac en raison de lenteurs dans les formalités de dédouanement et de renvoyer l'appareil du Président déchu hors de son espace aérien.

Pendant ce temps, en Égypte, l'ingénieur informatique Ahmed Maher et la bloggeuse islamiste Israa Abdel Fattah appellent à manifester contre le Président Hosni Moubarak, le 25 janvier 2011, « jour de colère ».

Immédiatement soutenus par la télévision qatarie *Al-Jazeera* et par les Frères musulmans, ils lancent un mouvement qui, avec l'aide des « ONG » de la CIA, déstabilise le régime. Les manifestations se succèdent chaque vendredi à la sortie des mosquées à partir du 28 janvier, encadrées par les Serbes que Gene Sharp, le faiseur de « révolutions colorées », a formés. En définitive Nicolas Sarkozy apprend le 11 février par un coup de téléphone de son beau-père, l'ambassadeur US Frank Wisner Jr que, sur instruction de la Maison-Blanche, il a convaincu le général Moubarak de se retirer.



Venu participer au Caire à la réunion de lancement des printemps arabes en Libye et en Syrie par la CIA, le lobbyiste Bernard-Henri Lévy (dit « BHL ») prend la pose sur la place Tahrir.

La CIA organise alors une réunion secrète au Caire à laquelle le Président Sarkozy envoie une délégation incluant le lobbyiste Bernard-Henri Lévy, un ancien amant de Carla Bruni et de Ségolène Royal. Le Frère musulman Mahmoud Jibril, qui est le n°2 du gouvernement libyen en entrant dans la pièce, devient le leader de « l'opposition au tyran » en sortant. Parmi les Syriens présents, se trouvent notamment Malik Al-Abdeh (un ancien de la *BBC* qui créa *BaradaTV* avec l'argent de la CIA et du département d'État) et Ammar Qurabi (membre d'une kyrielle d'associations de défense des Droits de l'Homme et créateur d'*OrientTV*) [5].

Les guerres contre la Libye et contre la Syrie viennent de commencer.



Apparaissant sur la place verte, le 25 février 2011, Mouammar Kadhafi dénonce une attaque de son pays par les terroristes d'Al-Qaïda. Lyrique, il proclame fièrement qu'il se battra jusqu'au bout contre eux avec son peuple, quitte à faire couler des « rivières de sang » et à se sacrifier lui-même. Il annonce une distribution d'armes aux citoyens pour défendre la patrie en danger. La propagande atlantiste va l'accuser de vouloir faire couler le sang de son peuple.

19— Le début de la guerre contre la Libye

La presse occidentale assure que la police libyenne a dispersé une manifestation à Benghazi, le 16 février 2011, en tirant sur la foule. Depuis, le pays se soulève, poursuit-elle, et les autorités tirent sur tout ce qui bouge. Pressentant le possible retour de l'esclavage, 200 000 travailleurs immigrés tentent de fuir le pays et les télévisions les montrent attendant aux postes frontières. Mouammar Kadhafi apparaît trois fois à l'écran. Il dénonce une opération mise en œuvre par Al-Qaïda et déclare être prêt à mourir en martyr. Puis, il annonce la distribution d'armes à la population pour faire couler des « rivières de sang », exterminer ces « rats » et protéger le pays. Sorties de leur contexte, les phrases du Guide sont diffusées par les chaînes occidentales qui les interprètent comme annonçant non pas la lutte contre le terrorisme, mais la répression d'une hypothétique révolution.



Pris de panique, les ouvriers noirs de l'Est de la Libye tentent de fuir avant que la Jamahiriya soit renversée. Ils sont persuadés que si les Occidentaux rétablissent l'Ancien régime, ils seront réduits en esclavage. Selon l'Onu ils sont des dizaines de milliers à se précipiter aux frontières.

À Genève, le 25 février, le Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU écoute avec effroi les témoignages de la Ligue libyenne des Droits de l'Homme. Le dictateur est devenu fou et « massacre son propre peuple ». L'ambassadeur du Pakistan dénonce l'abus de la force. Soudain, la délégation officielle libyenne entre dans la salle, valide les témoignages entendus et se déclare solidaire de ses concitoyens face au dictateur. Une résolution est adoptée et transmise au Conseil de sécurité [6]. Celui-ci adopte immédiatement la Résolution 1970 [7] – sous le chapitre VII de la Charte qui autorise l'emploi de la force – étrangement prête depuis plusieurs jours. Il saisit la Cour pénale internationale et place la Libye sous embargo. Cette dernière mesure est immédiatement reprise et élargie par l'Union européenne. Allant plus loin que les autres Occidentaux, le Président Sarkozy déclare : « Kadhafi doit partir ! »



L'ancien ministre de la Justice, Moustaфа Abdel Jalil (ici avec BHL), qui avait fait torturer les infirmières bulgares, devient chef du Gouvernement provisoire.

Le 27 février, les insurgés de Benghazi fondent le Conseil national libyen de transition (CNLT), tandis que quittant Tripoli le ministre de la Justice, Moustaфа Abdel Jalil, crée un Gouvernement provisoire. Ces deux instances, contrôlées par les Frères musulmans, fusionnent donnant l'impression d'une unité nationale. Immédiatement, des drapeaux de l'ancien roi Idriss fleurissent à Benghazi [8]. Depuis Londres, son fils, S.A. Mohamed Senussi, se déclare prêt à régner.

Abdel Jalil ne parvenant pas à convaincre tous les membres du CNLT de faire appel aux Occidentaux, il fait nommer un Comité de crise disposant des pleins pouvoirs et présidé par l'ancien numéro 2 du gouvernement de Kadhafi, Mahmoud Jibril, de retour du Caire.

À Paris, on admire la manière dont Washington gère les événements. Pourtant, contredisant les informations en provenance de Benghazi et des Nations Unies, les diplomates et les journalistes présents à Tripoli assurent ne rien voir qui évoque une révolution. Mais peu importe la vérité, pourvu que les apparences soient favorables. Ainsi, le « philosophe » Bernard-Henri Lévy persuade les Français de la justesse de la cause en assurant avoir convaincu lui-même le Président de la République de s'engager pour la liberté après avoir rencontré des « révolutionnaires » libyens.

L'armée française vient chercher Mahmoud Jibril et l'amène à Strasbourg où il plaide pour une intervention « humanitaire » occidentale devant le Parlement européen. Le 10 mars, Nicolas Sarkozy et le Premier ministre britannique David Cameron écrivent au Président de l'Union européenne pour lui demander de reconnaître le CNLT à la place du « régime » et pour

instaurer une zone d'exclusion aérienne [9]. Parfaitement coordonnés, le député écologiste français Daniel Cohn-Bendit (l'agent d'influence de Mai 68) et le libéral belge Guy Verhofstadt font adopter le même jour par le Parlement européen une résolution dénonçant le « régime » de Kadhafi et appelant à prendre le contrôle de l'espace aérien libyen pour protéger la population civile de la répression du dictateur [10]. Le même jour encore, le secrétaire général de l'OTAN, Anders Fogh Rasmussen, annonce travailler sur les moyens techniques nécessaires pour mettre en œuvre cette exclusion aérienne.

Le 12 mars, la Ligue arabe vote en faveur de la zone d'exclusion aérienne malgré l'opposition de l'Algérie et de la Syrie.

Seules fausses notes dans ce concert d'unanimité : la Bulgarie, qui se souvenant qu'Abdel Jalil a couvert les tortures des infirmières bulgares et du médecin palestinien, refuse de reconnaître le CNTL. De son côté, l'Union africaine s'oppose vivement à toute intervention militaire étrangère.

La Jamahiriya arabe libyenne est organisée selon les principes du *Livre vert* de Mouammar Kadhafi. Celui-ci est un admirateur des socialistes libertaires français du XIXe siècle, Charles Fourier et Pierre-Joseph Proudhon. Il a donc imaginé un État minimal qui s'avère incapable de défendre son peuple face aux armées impérialistes. En outre, il a donné à l'État la mission de répondre aux aspirations des Bédouins : gratuité d'un moyen de locomotion, d'une habitation et de l'eau. Chacun



**Le Livre vert de
Mouammar Kadhafi**

dispose donc de sa voiture, les transports collectifs étant de facto réservés aux immigrés. À son mariage, chacun reçoit un appartement, mais il faut parfois attendre trois ans que la maison soit construite pour pouvoir se marier. De gigantesques travaux ont été réalisés pour puiser l'eau dans des nappes phréatiques millénaires, très profondément sous le désert. Le pays est devenu prospère. Son niveau de vie est le plus élevé de tout le continent africain. Mais peu de choses ont été faites en matière d'éducation. Bien que les universités soient gratuites, la plupart des jeunes arrêtent précocement leurs études. Mouammar Kadhafi a sous-estimé le poids des traditions tribales. Trois millions de Libyens coulent des jours paisibles, tandis que deux millions d'immigrés africains et asiatiques les servent.

Le 19 mars, 18 États (Allemagne, Belgique, Canada, Danemark, Émirats arabes unis, Espagne, États-Unis, France, Grèce, Italie, Irak, Jordanie, Maroc, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Qatar et Royaume-Uni) et 3 organisations internationales (Ligue arabe, Union européenne et ONU) se réunissent à Paris pour annoncer l'imminence de leur intervention militaire [11]. Quelques heures plus tard, la France double ses partenaires et attaque en premier.

Les choses tardent par contre à se concrétiser en Syrie. Les appels à manifester des 4, 11, 18 et 25 février et ceux des 4 et 11 mars à Damas ne donnent rien. Au contraire, c'est au Yémen et au Bahreïn que le Peuple descend dans la rue, sans y être invité.

Au Yémen, les Frères musulmans – dont la jeune Tawakkol Karman, qui recevra le Prix Nobel de la paix – lancent une « révolution ». Mais, comme la Libye, ce pays est organisé de manière tribale de sorte qu'il n'est pas possible d'avoir une lecture exclusivement politique des événements.

À la requête du souverain bahreïni, l'armée saoudienne vient « rétablir l'ordre » dans le minuscule royaume qui abrite la Ve Flotte états-unienne. Le Royaume-Uni envoie le tortionnaire Ian Anderson, qui avait fait merveille en dirigeant la répression à l'époque coloniale (c'est-à-dire avant 1971). Tandis que, pour réorganiser la police, la France envoie Alain Bauer, conseiller en sécurité du Président Sarkozy et à la fois ancien responsable de la NSA états-unienne pour l'Europe et ancien grand-maître du Grand Orient de France [12].



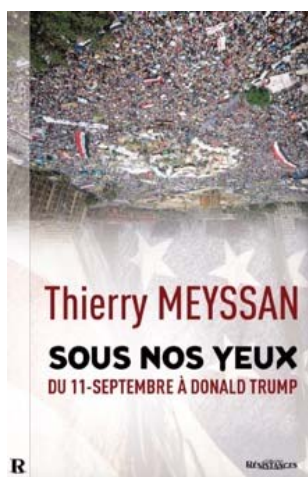
Nicolas Sarkozy donne instruction à Alain Bauer pour contrer la révolution au Bahreïn.

Le désordre se propage par contagion, reste à faire croire qu'il est initié par les peuples et qu'il vise à établir des démocraties.

(À suivre ...)

Thierry Meyssan

Ce livre est [disponible en français](#) en version papier.



[1] « [Déclaration franco-britannique sur la coopération de défense et de sécurité](#) », *Réseau Voltaire*, 2 novembre 2010.

[2] « [Washington regarde se lever "l'aube de l'odyssée" africaine](#) », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 19 mars 2011.

[3] « [Sarkozy manovra la rivolta libica](#) », di Franco Bechis, *Libero*, 23 marzo 2011. Version française : « [La France prépare depuis novembre le renversement de Kadhafi](#) », par Franco Bechis, Traduction Marie-Ange Patrizio, *Réseau Voltaire*, 24 mars 2011.

[4] « [Un avion présidentiel dans la 4e dimension](#) », par Patrimoine du Peuple, Comité Valmy, *Réseau Voltaire*, 6 mars 2011.

[5] Rapport des services de Renseignement extérieurs libyens.

[6] « [Résolution du Conseil des droits de l'homme sur la situation en Libye](#) », *Réseau Voltaire*, 25 février 2011.

[7] « [Résolution 1970 et débats sur la Libye](#) », *Réseau Voltaire*, 26 février 2011.

[8] « [Quand flottent sur les places libyennes les drapeaux du roi Idris](#) », par Manlio Dinucci, Traduction Marie-Ange Patrizio, *Réseau Voltaire*, 1er mars 2011.

[9] « [Lettre conjointe de Nicolas Sarkozy et David Cameron à Herman Van Rompuy sur la Libye](#) », par David Cameron, Nicolas Sarkozy, *Réseau Voltaire*, 10 mars 2011.

[10] « [Résolution du Parlement européen sur le voisinage sud, en particulier la Libye](#) », *Réseau Voltaire*, 10 mars 2011.

[11] « [Déclaration du Sommet de Paris pour le soutien au peuple libyen](#) », *Réseau Voltaire*, 19 mars 2011.

[12] « [La France impliquée dans la répression des insurrections arabes](#) », *Réseau Voltaire*, 3 mars 2011.

Source : « [La France manipulée](#) », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 6 décembre 2019, www.voltairenet.org/article206775.html